

France-Mandelieu: Engineering services

OJ S 85/2021 03/05/2021

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Mandelieu-la-Napoule

National registration number: 21060079700182

Postal address: avenue de la République

Town: Mandelieu Cedex

NUTS code: FRL03 Alpes-Maritimes

Postal code: 06212

Country: France

Contact person: Monsieur le maire ou l'élu délégué

E-mail: marchespublics@mairie-mandelieu.fr

Telephone: +33 492973000

Internet address(es):

Main address: <http://www.mandelieu.fr>

Address of the buyer profile: <https://www.marches-securises.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://www.marches-securises.fr>

Additional information can be obtained from another address:

Official name: mairie de Mandelieu-la-Napoule

Postal address: avenue de la République

Town: Mandelieu-la-Napoule

NUTS code: FRL03 Alpes-Maritimes

Postal code: 06210

Country: France

Contact person: Service de la commande publique

E-mail: marchespublics@mairie-mandelieu.fr

Telephone: +33 492973063

Internet address(es):

Main address: <http://www.marches-securises.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the following address:

Official name: mairie de Mandelieu-la-Napoule

Postal address: avenue de la République

Town: Mandelieu-la-Napoule

Postal code: 06210

Country: France

Contact person: Service de la commande publique

E-mail: marchespublics@mairie-mandelieu.fr

NUTS code: FRL03 Alpes-Maritimes

Internet address(es):

Main address: <http://www.marches-securises.fr>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Mission de maîtrise d'œuvre pour le confortement de Berges de la Siagne

II.1.2. Main CPV code

71300000 Engineering services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

La présente consultation porte sur une prestation de maîtrise d'œuvre pour le confortement de la rive gauche des Berges de la Siagne. La procédure de passation utilisée est: l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1°, R. 2131-18, R. 2132-2, R. 2132-4 à R. 2132-6, R. 2143-1 à R. 2143-2, R. 2151-1 à R. 2151-5, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2161-4 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché à tranches en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique passé à prix global et forfaitaire (forfait de rémunération). Les prestations sont réparties en une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71300000 Engineering services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRL03 Alpes-Maritimes

Main site or place of performance: Avenue de la Mer 06210 Mandelieu-la-Napoule. L'opération se situe au Sud-Est de Mandelieu-la-Napoule, sur la rive gauche de la Siagne, au droit de la départementale, entre le parking Robinson et l'écha

II.2.4. Description of the procurement

Le présent marché porte sur une prestation de maîtrise d'œuvre pour le confortement de la rive gauche des Berges de la Siagne. Les prestations sont réparties en une tranche ferme et deux tranches optionnelles:

— tranche ferme: études (AVP, PRO, ACT) et suivi des travaux (VISA, DET, AOR, OPC);

— tranche optionnelle 1: mission complémentaire loi sur l'eau (établissement dossier d'autorisation, déclaration ou autre dossier réglementaire);

— tranche optionnelle 2: mission complémentaire autorisation urbanisme (établissement dossier urbanisme). La part indicative de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est fixée à 3 000 000 EUR HT soit 3 600 000 EUR (TTC). Le montant prévisionnel des travaux est susceptible d'évoluer pour s'adapter à la réalité du programme. La durée du marché est égale au délai de réalisation de la tranche ferme (études et suivi des travaux) et des tranches optionnelles si affermies (travaux jusqu'à garantie de parfait achèvement). La durée globale prévisionnelle du marché est de seize mois. La durée globale étant fonction de la durée d'exécution des travaux, cette dernière n'est donnée qu'à titre indicatif.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 16

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr soit le Document unique de marché européen (DUME) sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique;
- déclaration sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail par ailleurs, sont interdites de soumissionner les entreprises entrant dans un des cas d'interdiction mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat;
- titre d'études et titres professionnels: indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public;
- certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout autre moyen de preuve équivalent, y compris des certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres: qualifications OPQIBI en cours de validité niveau: 0331: Direction de l'exécution des travaux, 1102: Étude en terrassements complexes, 1002: Étude de projets complexes en géotechnique, 1821: ouvrages fluviaux, portuaires (Nota: l'attribution de la qualification 1821 entraîne automatiquement celle de la qualification 1107).

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 07/06/2021 Local time: 16:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 08/06/2021 Local time: 09:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur le site internet www.marches-securises.fr — Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou sur support physique électronique n'est autorisée.

Contenu de l'offre:

- l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes;
- la Décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF);
- le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.

Ce document comportera tous les éléments demandés au programme fonctionnel et tous les éléments nécessaires à l'analyse des offres, selon le détail indiqué aux critères de jugement (article 8.2 du règlement de consultation). Les éléments présentés dans ce document revêtiront un caractère contractuel. Les candidats sont invités à limiter leur mémoire à 15/20 pages maximum remise des offres: le dépôt dématérialisé est obligatoire. La transmission des plis par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse internet suivante: <https://www.marches-securises.fr> — La transmission des plis sous support papier n'est pas autorisée. Toute offre papier sera considérée comme offre irrégulière non susceptible de régularisation.

Modalités essentielles de financement et de paiement:

- règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement;
- délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours;
- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 EUR;
- crédits nécessaires au financement de l'opération inscrits dans les comptes de la commune au budget annuel;
- financement sur fonds propres;
- une avance est prévue sauf renonciation du titulaire, elle est conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande couvrant 100 % du montant de l'avance dans les conditions du CCAP.

Composition de l'équipe: le soumissionnaire devra obligatoirement intégrer dans son équipe:

- un spécialiste infrastructures;
- un géotechnicien;
- un spécialiste hydrologie et hydrogéologie;
- un spécialiste en travaux fluviaux et maritimes;
- un spécialiste en protection environnementale.

Forme juridique du groupement: le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique dans le cas où les candidats se présentent en groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres. Cela se justifie par la

diversité des compétences demandées et des missions exigées qui restent très spécialisées. Chacun des cotraitants ne doit ainsi se trouver engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. La responsabilité du mandataire permet de garantir la bonne exécution de la globalité de la mission de la maîtrise d'œuvre et ainsi en cas de défaillance d'un cotraitant, proposer les solutions pour y remédier. En application de l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, il est rappelé qu'un opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. En application de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, l'opérateur économique ne peut présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Nice
Postal address: 18 avenue des Fleurs, CS 61039
Town: Nice Cedex 1
Postal code: 06050
Country: France
E-mail: greffe.ta-nice@juradm.fr
Telephone: +33 489978600
Internet address: <http://nice.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends
Postal address: place Félix Baret — CS 80001
Town: Marseille Cedex 06
Postal code: 13282
Country: France

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
Le tribunal administratif de Nice peut être saisi sur la base:
— soit de l'article L. 551-1 (référé précontractuel) du code de justice administrative avant la signature du marché;
— soit des articles L. 551-13 et suivants (référé contractuel) dans les délais de l'article R. 551-7 du code de justice administrative;
— soit de l'article R. 421-1 (recours pour excès de pouvoir) du code de justice administrative dans un délai de deux mois courant à compter de la notification de la lettre de rejet adressée au candidat évincé;
— soit du recours en contestation de la validité du contrat (jurisprudence «Tarn-et-Garonne»), qui peut être exercé par les tiers du contrat sans considération de leur qualité, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Nice
Postal address: 18 avenue des Fleurs, CS 61039
Town: Nice Cedex 1
Postal code: 06050
Country: France
E-mail: greffe.ta-nice@juradm.fr
Telephone: +33 489978600

Internet address: <http://nice.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

28/04/2021